



## **Ambassadeur Raychelle Awuor Omamo**

### **Curriculum vitae**

**Candidate de la République du Kenya**

**au poste de**

**Présidente du Fonds international de développement agricole**

## **CURRICULUM VITAE**

### **AMBASSADEUR RAYCHELLE AWUOR OMAMO**

#### **FORMATION UNIVERSITAIRE**

**Baccalauréat ès arts en Droit**, Université du Kent à Canterbury – 1982  
**Diplôme d'études supérieures en pratique juridique**, École de Droit du Kenya – 1984  
**Diplôme d'études supérieures en administration des affaires**, Université de Liverpool - 2016

#### **VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE**

**1985-2002** : Conseillère juridique et associée gérante, Omamo et Omamo Avocats  
**2003-2009** : Ambassadeur du Kenya auprès de la République française, également accréditée auprès du Royaume d'Espagne, du Saint-Siège, de la République du Portugal et de la République de Serbie  
**2003-2006** : Représentante permanente du Kenya auprès de l'UNESCO  
**2010-2013** : Avocat principal, Coulson et Harney Avocats  
**2013-2020** : Ministre de la Défense  
**2014** : Ministre par intérim du travail et des services sociaux  
**2020 à ce jour** : Ministre des Affaires étrangères

#### **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DÉTAILLÉE**

##### **MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA – 2020 à ce jour**

Elle dirige le ministère des Affaires étrangères, doté d'un budget annuel de 18,3 milliards de shillings kenyans [180 millions d'USD], et dont relèvent 58 missions diplomatiques, cinq consulats généraux et 30 consuls honoraires dans l'ensemble du monde, avec un personnel comptant au total 816 membres. Elle supervise l'administration de toutes les représentations étrangères ayant leur siège au Kenya, y compris le PNUF, ONU habitat et le Bureau des Nations Unies à Nairobi [le seul siège des Nations Unies dans l'hémisphère Sud couvrant 73 bureaux des Nations Unies], ainsi que 92 ambassades et hauts-commissariats étrangers et 44 consulats, assurant les services protocolaires et consulaires pertinents. **Elle est chargée de la formulation et de la mise en œuvre de la politique étrangère du Kenya**, et notamment de la négociation des accords et mémorandums d'accord, et a pour mission de faciliter, aligner et coordonner les relations internationales du Kenya entre les différentes sphères gouvernementales. Elle siège au sein du Conseil national de sécurité du Kenya. **Elle représente le Kenya dans toutes les enceintes internationales**, spécialement durant son mandat actuel de membre non permanent du Conseil de sécurité, de Président de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ; elle est membre du Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine, et du Bureau des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Elle a participé (de 2020 à ce jour) au Groupe d'action ministériel du Commonwealth en tant que Présidente, au Conseil du Partenariat mondial pour les données du développement durable (de 2020 à ce jour), et, en tant que Présidente, au Conseil sectoriel conjoint sur la sécurité inter-États en matière de défense et la coordination de la politique étrangère (de 2020 à ce jour). **Mobilisation des engagements internationaux et accueil ou accueil conjoint de forums internationaux de premier plan sur des problèmes clés de développement, et notamment** : réunion des femmes ministres africaines des Affaires étrangères sur le thème

"Renforcer le rôle dirigeant des femmes dans les réponses à la COVID-19" (mai 2020); sommet virtuel intersessions des États ACP sur le thème "Transcender la pandémie de la COVID-19 – Renforcer la résilience par le biais de la solidarité mondiale" (juin 2020); Sommet mondial sur l'éducation: financer le GPE 2021-2025, en partenariat avec le Royaume-Uni (juillet 2021); premier Sommet Union africaine-Communauté des Caraïbes (septembre 2021); PNUE@50 (mars 2022). Par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, le Kenya organisera la conférence Stockholm@50 conjointement avec le gouvernement de la Suède, et la Conférence sur les océans conjointement avec le gouvernement du Portugal (juin 2022). **Elle supervise et dirige les interventions de politique étrangère du Kenya pour la paix, la résolution des conflits et la stabilisation de l'État** dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs, y compris dans ses missions de maintien de la paix. **Elle centralise les dons provenant des gestes de générosité bilatéraux et multilatéraux pour surmonter les crises**, y compris les aides humanitaires d'urgence pour la réponse aux situations de sécheresse, d'inondation et de catastrophes, y compris les dons pour les vaccins contre la COVID-19. Grâce aux efforts directs du ministère des Affaires étrangères, plus de 20 millions de doses de vaccins ont été obtenus des partenaires. **Elle fait progresser les relations avec la diaspora du Kenya** et supervise la fourniture de services de soutien consulaires. Elle **rend compte au Parlement** des activités et des dépenses du ministère des Affaires étrangères.

### **MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA – 2013-2020**

Elle a dirigé le ministère de la Défense, doté d'un budget annuel de 130 milliards de shillings kenyans [1,3 milliard d'USD]. **Elle a supervisé les membres du personnel civil et l'administration du ministère. En tant que présidente du Conseil de défense du Kenya, elle était responsable de la politique générale, du contrôle et de la supervision des Forces de défense du Kenya (KDF)** comprenant les forces terrestres, l'armée de l'air et la marine du Kenya, ainsi que les entités chargées des activités de formation, de recherche et industrielles en matière de défense, et la législation connexe, en plus de l'autorisation du déploiement des KDF dans des opérations de maintien et de soutien de la paix dans le monde - par exemple, l'AMISOM - et ses déploiements internes à l'appui de l'autorité civile. **Elle a supervisé et autorisé l'établissement du budget de la défense et la passation des marchés complexes en matière de défense** et présidé à la modernisation de la mobilité, de la puissance de feu, du renseignement et de la subsistance des KDF. **Elle a formulé et mis en œuvre des documents d'orientation essentiels** ainsi que des accords bilatéraux, tels que le Livre blanc sur la défense 2017, la politique en matière d'égalité entre les sexes, la politique en matière de maintien de la paix et des opérations de paix et la politique d'industrialisation de la défense, et elle a introduit des modifications de fond dans la Loi sur les forces de défense du Kenya. **Elle a représenté le Kenya au sein des forums régionaux et mondiaux sur la politique de défense, et elle a présidé** diverses instances telles que le Conseil des ministres de la défense de la Force en attente de l'Afrique de l'Est (2013-2014), le Conseil sectoriel de la Communauté de l'Afrique de l'Est sur la coopération en matière de défense (2013), le Conseil d'administration du régime d'assurance médicale des forces de défense (2013-2020) et le Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (2019-2020). Elle a supervisé la création de l'Agence spatiale du Kenya et l'installation de son premier conseil d'administration et de son équipe de direction (2018-2019). Elle a **rendu compte au Parlement** des activités et des dépenses du ministère de la Défense.

### **MINISTRE PAR INTERIM DU TRAVAIL ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA – 2014**

Elle a dirigé le ministère du Travail et des Affaires sociales, doté d'un budget annuel de 35,6 milliards de shillings kenyans [350 millions d'USD], et les 1700 membres de son personnel. **Elle a supervisé la surveillance administrative et financière du ministère ainsi que la formulation et la mise en œuvre des politiques** relatives aux relations professionnelles, à la

planification nationale de la main-d'œuvre et du développement des compétences, à la productivité nationale, aux problèmes liés aux travailleurs migrants et aux questions de sécurité au travail. Elle a géré les actions revendicatives intermittentes lancées par divers syndicats de travailleurs. **Elle a rétabli les institutions essentielles en matière de salaires et de relations professionnelles, à savoir** le Conseil national du travail, le Conseil général des salaires et le Conseil des salaires agricoles, et supervisé les travaux de l'Équipe spéciale sur la main-d'œuvre et l'emploi des migrants, qui a défini les grandes orientations en matière de gestion des travailleurs migrants au Kenya. **Elle a reconstitué les ressources du Conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale, d'une valeur de 300 milliards de KES [3 milliards d'USD]. Elle a supervisé la conceptualisation préliminaire du Programme de protection sociale Inua Jamii**, qui fournit actuellement des allocations mensuelles à plus d'un million de Kenyans de plus de 70 ans, 300 000 enfants orphelins et 47 000 personnes gravement handicapées. Elle a supervisé la prestation de services aux enfants et les programmes pour les enfants des rues, ainsi que la réforme des politiques d'adoption d'enfants au Kenya. Elle a **rendu compte au Parlement** des activités et des dépenses du ministère du Travail et de ses agences.

**AMBASSADEUR PLÉNIPOTENTIAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU KENYA auprès de la République française, également accréditée auprès du Royaume d'Espagne, du Saint-Siège, de la République du Portugal et de la République de Serbie : 2003-2009**

**Elle a représenté le Kenya dans les pays mentionnés ci-dessus, et assuré les fonctions de Représentante permanente du Kenya auprès de l'UNESCO.** Elle a géré et assumé la responsabilité financière de la Mission en France et de son personnel et supervisé la création de la Mission à Madrid en 2008. **Elle a promu et projeté les intérêts du Kenya** dans les domaines du tourisme, des échanges, de la culture, des affaires concernant la diaspora et l'environnement, conformément aux fondements de la politique étrangère du Kenya. **Elle a noué des contacts avec des partenaires de développement clés** tels que l'Agence française de développement (AFD) en ce qui concerne les questions relatives à l'eau, l'assainissement, l'énergie, le renforcement des capacités et la préservation de l'environnement. **Elle a participé aux travaux du Conseil exécutif de l'UNESCO** et du Groupe Afrique, et a présidé le Comité du siège de l'UNESCO. Elle a fait progresser les intérêts du Kenya dans les domaines de l'éducation et de la science et obtenu un appui au travail de pionnier accompli par le Kenya en vue de la gratuité de l'enseignement primaire.

**PRATIQUE JURIDIQUE : 1985-2002 ; 2010-2012**

**Avocate à la Haute Cour du Kenya et Commissaire à l'assermentation depuis 1984**, dans le cadre des cabinets d'avocats Omamo et Omamo et Coulson et Harney. Pratique juridique spécialisée dans les contentieux civils. Elle a participé à une grande variété de processus de contentieux à tous les niveaux du système judiciaire kenyan. Elle a entrepris des recherches juridiques, rendu des avis juridiques, négocié, rédigé des actes de procédure, des contrats et des cessions. Son activité a été axée sur les droits des femmes et des enfants, et elle a été la co-rédactrice de la première Loi sur les enfants du Kenya, 2002.

**J'ai été la première femme à être élue présidente de la Law Society of Kenya (2000-2002)**, accomplissant deux mandats au sein du plus grand barreau national d'Afrique orientale et centrale. **J'ai également été vice-présidente de l'East Africa Law Society.** En ma qualité de bâtonnier du Barreau du Kenya, j'ai présidé le Conseil de la Société et supervisé le Secrétariat, son budget, ses ressources humaines et son efficacité organisationnelle. Au cours de mon mandat, j'ai dirigé la restructuration du secrétariat et le développement du programme de formation juridique continue de la Société. **J'ai conduit la Law Society dans la réalisation de contributions fondamentales au processus de réforme constitutionnelle du Kenya et à la**

**réforme du système judiciaire.** Le titre d'**avocat principal** (Senior Counsel) m'a été conféré en 2002. J'ai également exercé, dans le cadre du service public, les fonctions suivantes en rapport avec les questions juridiques :

- Conseillère juridique de la Commission d'enquête Ndungu sur l'attribution illégale/irrégulière de terres au Kenya (2003)
- Membre du groupe de travail sur la création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation pour le Kenya (2002 -2003)
- Membre du groupe de travail sur la Loi régissant les relations entre propriétaires et locataires (1998)
- Vice-présidente de l'East Africa Law Society (2002)
- Présidente du Conseil d'administration du Fonds de bienfaisance des avocats (2001-2002)
- Membre du Conseil pour l'éducation juridique au Kenya (2002)

### **PRINCIPAUX DISCOURS ET ALLOCUTIONS :**

**L'exercice de mes fonctions ministérielles a été l'occasion d'un grand nombre de discours et interventions aux niveaux régional et mondial, et d'une participation à une large variété de panels de haut niveau sur la paix et la sécurité, le multilatéralisme, le changement climatique, la sécurité alimentaire et l'atténuation des effets de la COVID-19.** Il s'agit notamment d'interventions au Conseil de sécurité des Nations Unies, au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, au dialogue de Manama 2018, au Forum d'Assouan 2019, aux Conférences de Munich sur la sécurité 2019 et 2022, à la Conférence de Berlin sur la sécurité climatique 2020, au Forum de Stockholm sur la paix et le développement (2020), à la Conférence internationale sur les femmes, la paix et la sécurité Vietnam 2020, au Panel du Conseil atlantique à la COP26 (2021), au Sommet du Forum mondial sur l'éducation (2021), au Dialogue Raisina (2021) et à l'Alliance pour le multilatéralisme 2020. On pourra trouver des exemples de mes interventions en suivant les liens ci-après :

### **LIENS VERS DES ENREGISTREMENTS VIDÉO :**

#### **1. Conseil de l'atlantique. En direct de la COP26 : Ouvrir la voie à l'innovation climatique**

Orateurs :

**Son Excellence le Dr Sultan Ahmed Al Jaber**, Envoyé spécial des Émirats arabes unis pour le changement climatique et ministre de l'Industrie et des technologies avancées

**Bill Gates**, fondateur de Breakthrough Energy et coprésident de la Fondation Bill & Melinda Gates

Le **secrétaire d'État John Kerry**, envoyé spécial du président américain pour le climat

L'Ambassadeur **Raychelle Omamo**, ministre des Affaires étrangères de la République du Kenya.

Le modérateur **Frederick Kempe**, président et directeur général du Conseil de l'Atlantique, rejoindra les membres du groupe de discussion en direct du pavillon des Émirats arabes unis à Glasgow.

<https://www.youtube.com/watch?v=GIwjAGYZ3Wo>

#### **2. Forum virtuel de Stockholm 2020 sur la paix et le développement « Maintenir la paix à l'époque de la COVID-19 ». La séance publique « Changement climatique : l'autre crise »**

Modérateur : Dan Smith, Directeur, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

Intervenants : Peter Eriksson, Ministre de la coopération internationale pour le développement, Suède; Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, République du Kenya; Hanna Tetteh, Représentante spéciale du Secrétaire général auprès de l'Union africaine et chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine; Hindou Ibrahim, militant en faveur des ODD et codirecteur de l'Initiative mondiale et du pavillon des peuples autochtones aux réunions des

COP21, COP22 et COP23; Margot Wallström, ancienne ministre des Affaires étrangères, Suède, et commissaire à l'environnement et vice-présidente de la Commission européenne  
<https://youtu.be/uoZj5qDF5tI>

### **3. Séance inaugurale du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)**

Autres orateurs :

S.E. M. Dominic Raab, Membre du Parlement, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni

Alice P. Albright, Directrice générale du GPE

<https://www.youtube.com/watch?v=f7mzW-0TrL0>

Intervention à partir de 1:08:27

### **4. Discours de l'Ambassadeur Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, République du Kenya, lors de la cérémonie marquant le 50e anniversaire de l'ICIPE**

<https://www.youtube.com/watch?v=LE2MO9OhYy0>

### **5. Le Kenya sur la situation dans la région des Grands Lacs – Rencontre avec les médias au Conseil de sécurité (20 octobre 2021)**

<https://www.youtube.com/watch?v=yYS5289viQQ>

### **6. Le Kenya sur les femmes, la paix et la sécurité et l'Afghanistan - Rencontre avec les médias au Conseil de sécurité (21 octobre 2021)**

<https://www.youtube.com/watch?v=3xJoelrO7w0>

### **7. Dialogue Raisina : L'Afrique se lève : le continent est synonyme d'affaires**

Orateurs : Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, Kenya; Rahul Chhabra, Secrétaire d'état chargé des relations économiques, ministère des Affaires étrangères, Inde; Gwendoline Abunaw, Directrice générale, Ecobank, Cameroun; Modérateur - Navdeep Suri, membre émérite et Directeur, CNED, Observer Research Foundation, Inde

<https://www.youtube.com/watch?v=28V00AxIQbA>

### **8. Conférence internationale sur les femmes, la paix et la sécurité. Renforcer le rôle des femmes dans la construction et le maintien de la paix : des engagements aux résultats**

<https://www.youtube.com/watch?v=Az1MDs2S5Nc>

Intervention à 1:15:39

### **9. Dialogues Raisina : le chemin vers les Objectifs de développement durable**

Tandi Dorji, ministre des Affaires étrangères, Bhoutan; Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, Kenya; Ann Marie Yastishock, conseillère principale de l'administrateur par intérim, USAID, États-Unis; Rachel Glennerster, économiste en chef, Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Royaume-Uni; Mohan Kumar, Président, Système de recherche et d'information pour les pays en développement, Inde; Modérateur – Maitreyi Bordia Das, Directeur, Banque mondiale, États-Unis

<https://www.youtube.com/watch?v=qJLRZKeXM4>

### **DÉCLARATIONS :**

Toutes les déclarations peuvent être trouvées à l'adresse suivante :

[https://www.un.int/kenya/statements\\_speeches](https://www.un.int/kenya/statements_speeches)

Déclaration faite par l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion du Conseil de sécurité sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales : climat et sécurité

[https://www.un.int/kenya/statements\\_speeches/statement-delivered-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign-affairs](https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-delivered-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign-affairs)

Débat ministériel sur la région des Grands Lacs

[https://www.un.int/kenya/statements\\_speeches/ministerial-debate-great-lakes-region](https://www.un.int/kenya/statements_speeches/ministerial-debate-great-lakes-region)

Déclaration faite par l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion d'information du Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les conflits armés : Préserver l'espace humanitaire

[https://www.un.int/kenya/statements\\_speeches/statement-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign-affairs-during-0](https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign-affairs-during-0)

Déclaration faite par l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur le thème "Le maintien de la paix et de la sécurité internationales : Soutenir le multilatéralisme et un système international centré sur les Nations Unies"

[https://www.un.int/kenya/statements\\_speeches/statement-amb-raychelle-omamo-](https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-amb-raychelle-omamo-)

Déclaration faite par S.E l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères de la République du Kenya lors de la réunion d'information sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales : suivi de la mise en œuvre de la résolution 2532 (2020)

[https://www.un.int/kenya/statements\\_speeches/statement-delivered-he-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign](https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-delivered-he-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign)

Déclaration faite par S.E. Raychelle Omamo lors de la vidéoconférence ouverte tenue à l'occasion du 20e anniversaire de la résolution 1373 (2020) du Conseil de sécurité et de la création du Comité contre le terrorisme

[https://www.un.int/kenya/statements\\_speeches/statement-delivered-cs-raychelle-omamo-during-open-vtc-meeting-20th-anniversary](https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-delivered-cs-raychelle-omamo-during-open-vtc-meeting-20th-anniversary)

## **PRINCIPALES DISTINCTIONS ET RÉCOMPENSES**

- Aînée de l'Ordre du Cœur d'or de la République du Kenya (2015)
- Prix de la Constitution (2012)
- Titre d'Avocat principal du Kenya (conféré en 2012)
- Croix de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand - Saint-Siège (2007)
- Juriste de l'année, chapitre kenyan de la Commission internationale des juristes (2002)
- Prix de l'état de droit, Conseil national des femmes du Kenya (2002)
- Jeune femme professionnelle de l'année, Association kényane des femmes d'affaires et professionnelles (2002).